

L'Observatoire Economique et Social

Note de conjoncture n° 40

CONJONCTURE AGRICOLE

Evolution annuelle (sur la moyenne trimestrielle)	T4 2015	T1 2016	T2 2016	T3 2016	Au 3 ^e trimestre 2016, les prix agricoles à la production sont stables sur un an.
Prix agricoles à la production (IPAPAP)	+ 0,9 %	- 1,9 %	- 0,3 %	+ 0,0 %	La baisse des cours des animaux (- 6,0 %) est compensée par la progression des cours des produits végétaux (+ 3,4 %) et des fruits et légumes (+ 7,1 %). Le recul du coût des intrants se poursuit, essentiellement en lien avec la diminution du prix des aliments pour animaux (- 4,5 %), du coût de l'énergie (- 4,5 %) et des engrains (- 16,0 %). Au 3 ^e trimestre 2016, l'excédent des échanges agroalimentaires est en recul de - 44,8 % sur un an, tiré à la baisse par les exportations de céréales et de produits laitiers.
Prix d'achat des intrants (IPAMPA)	- 0,9 %	- 2,2 %	- 3,0 %	- 2,5 %	
Solde des échanges agroalimentaires	-14,7%	-17,3%	-26,5%	-44,8%	

EMPLOI DES SALARIES AGRICOLES

Au 1 ^{er} trimestre 2016, l'emploi des salariés agricoles reste favorablement orienté Les indicateurs de l'emploi des salariés agricoles sont orientés à la hausse. Le volume d'heures rémunérées se stabilise (+ 0,1 %). La croissance du volume de l'emploi en CDD (+ 2,5 %) compense le recul de l'emploi en CDI (- 1,2 %). La masse salariale (4,8 milliards €) augmente à un rythme de + 1,7 % et le salaire horaire apparent de + 1,6 % (15,6 €).	Evolution trimestrielle CVS (correction variations saisonnières)		T2 2015	T3 2015	T4 2015	T1 2016
	Nb d'heures rémunérées		+ 0,2 %	- 1,3 %	+ 1,5 %	+ 0,1 %
	Nb de contrats encore actifs (hors TODE)		+ 0,6 %	- 1,1 %	- 1,6 %	- 0,3 %
	Masse salariale		+ 0,3 %	- 0,2 %	+ 1,5 %	+ 1,7 %

INTENTIONS D'EMBAUCHE DES SALARIES AGRICOLES

Evolution trimestrielle CVS (correction variations saisonnières)	T3 2015	T4 2015	T1 2016	T2 2016	Les intentions d'embauche reculent dans le secteur de la Production et du Tertiaire
Production	- 0,7 %	- 1,3 %	- 1,5 %	- 1,7 %	Au 2 ^e trimestre 2016, le nombre total d'intentions d'embauche recule par rapport au trimestre précédent (- 0,3 % en glissement trimestriel CVS). Les intentions d'embauche hors TODE diminuent de - 0,2 % pour les CDD et de - 0,8 % pour les CDI. Le secteur de la production, principal pourvoyeur d'embauches au sein du régime agricole, enregistre un recul des intentions d'embauche de - 1,7 % au 2 ^e trimestre 2016.
Transformation	+ 0,7 %	+ 0,6 %	+ 0,6 %	+ 0,6 %	
Tertiaire	- 0,8 %	- 2,2 %	- 2,1 %	- 1,6 %	
Autres activités	+ 0,0 %	+ 0,9 %	+ 1,8 %	+ 1,7 %	
Total	+ 0,3 %	- 0,4 %	- 0,6 %	- 0,3 %	

Télécharger les données au format Excel :



ECONOMIE DE LA SANTE

Evolution en ACM - CJO (Année Complète Mobile – Correction jours ouvrés)		T4 2015	T1 2016	T2 2016	T3 2016	Moindre baisse des remboursements de soins de ville au troisième trimestre 2016
Nb de patients	Salariés	+ 3,2 %	+ 3,1 %	+ 3,3 %	+ 2,9 %	Le nombre de patients affiliés au régime agricole ayant consommé des soins de ville augmente au rythme annuel de + 0,2 %. Cette progression résulte de la hausse du nombre de patients salariés (+ 2,9 %) et de la baisse du nombre de patients non-salariés (- 3,1 %). Sur un an, les remboursements de soins de ville baissent de - 0,2 % (+ 0,4 point par rapport au deuxième trimestre 2016). Cette moindre baisse s'explique notamment par le poste des médicaments dont l'évolution est supérieure de + 1,8 point à celle du trimestre précédent.
	Non-salariés	- 3,0 %	- 3,0 %	- 2,8 %	- 3,1 %	
Remboursement de soins de ville	Salariés	+ 2,7 %	+ 2,7 %	+ 1,7 %	+ 2,3 %	
	Non-salariés	- 0,5 %	- 0,9 %	- 2,4 %	- 2,1 %	
Remboursement de soins en clinique	Salariés	+ 3,3 %	+ 0,9 %	+ 1,7 %	- 0,2 %	
	Non-salariés	+ 0,8 %	- 0,3 %	- 1,7 %	- 4,9 %	

ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES (AT/MP)

Le nombre d'accidents du travail et de maladies professionnelles baisse fortement pour les deux régimes en 2015		Evolution en % sur un an		2012	2013	2014	2015
<i>Nb d'ATMP</i>	Salariés	- 5,4 %	- 2,9 %	+ 0,3 %	- 3,7 %		
	Non-salariés	- 5,3 %	- 3,7 %	- 3,0 %	- 6,5 %		
<i>Tx de fréquence des AT avec arrêt</i>	Salariés	- 4,0 %	- 2,5 %	+ 1,8 %	+ 0,7 %		
	Non-salariés	- 4,8 %	- 0,4 %	- 1,3 %	- 5,0 %		
<i>Nb d'AT, trajets et MP mortels</i>	Salariés	- 6,6 %	+ 2,4 %	+ 3,4 %	- 26,7 %		
	Non-salariés	+ 34,6 %	- 29,4 %	+ 15,6 %	+ 16,9 %		

FAMILLE

Evolution trimestrielle		T4 2015	T1 2016	T2 2016	T3 2016	A fin septembre 2016, poursuite de la montée en charge de la prime d'activité et ralentissement atténué du nombre d'allocataires du RSA
<i>Nb d'allocataires de la prime d'activité (PPA)</i>	Salariés	- 6,5 %	+ 173,1 %	+ 41,9 %	+ 15,2 %	Le nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité atteint 90 365 au régime agricole (+ 17,1 % par rapport au mois de juin 2016).
	Non-salariés	+ 12,0 %	+ 96,4 %	+ 31,5 %	+ 21,0 %	
<i>Nb d'allocataires du RSA socle</i>	Salariés	- 4,7 %	- 1,6 %	- 2,8 %	- 0,7 %	Le nombre d'allocataires du RSA socle s'établit à 24 045 au régime agricole. Il progresse légèrement par rapport à août 2016 (+ 0,8 %) mais diminue de - 0,2 % sur un trimestre.
	Non-salariés	+ 12,7 %	- 6,3 %	- 2,6 %	+ 0,7 %	

RETRAITE

Les effectifs de retraités au régime des non-salariés agricoles poursuivent leur recul au T3 2016		Evolution trimestrielle		T4 2015	T1 2016	T2 2016	T3 2016
<i>Nb de retraités</i>	Salariés	+ 0,1 %	+ 0,3 %	+ 0,1 %	+ 0,2 %		
	Non-salariés	- 0,6 %	- 0,6 %	- 0,9 %	- 0,8 %		
<i>Montant annuel moyen des pensions (carrière >150 trimestres)</i>	Salariés	+ 0,3 %	+ 0,3 %	+ 0,2 %	+ 0,2 %		
	Non-salariés	+ 0,3 %	+ 0,2 %	+ 0,2 %	+ 0,1 %		

SOMMAIRE

Prix agricoles et échanges agroalimentaires au 3 ^e trimestre 2016.....	3
Emploi des salariés agricoles au 1 ^{er} trimestre 2016	4
Intentions d'embauche des salariés agricoles au 2 ^e trimestre 2016.....	5
Les installations en 2015.....	6
Économie de la santé : Les patients consommant des soins de ville fin septembre 2016	7
Économie de la santé : Les remboursements des soins de ville fin septembre 2016.....	8
Économie de la santé : Les remboursements de soins en cliniques fin septembre 2016.....	10
Accidents du travail et maladies professionnelles des salariés agricoles	11
Accidents du travail et maladies professionnelles des non-salariés agricoles.....	12
Famille : Prime d'activité (PPA) et RSA.....	13
Retraite.....	14

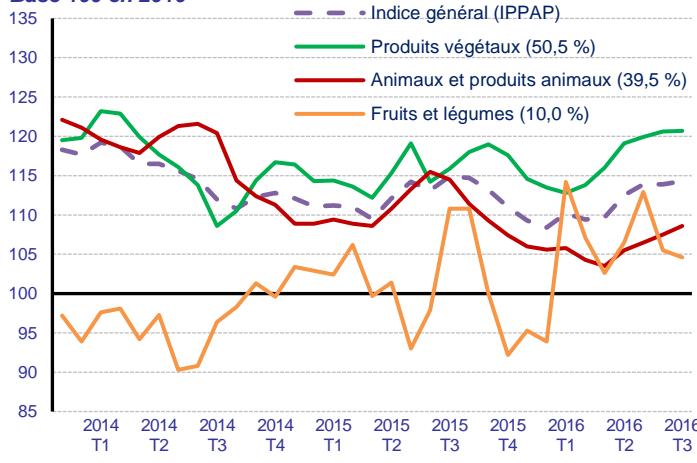
Prix agricoles et échanges agroalimentaires au 3^e trimestre 2016

Au 3^e trimestre 2016, les prix agricoles à la production sont stables sur un an.

Au 3^e trimestre 2016, la baisse des **cours des animaux** (- 6,0 %) compense la progression des **cours des produits végétaux** (+ 3,4 %) et des **fruits et légumes** (+ 7,1 %).

Graphique 1 : Prix à la production des principaux produits agricoles

Base 100 en 2010



Source : Agreste

Le recul des **prix des céréales** s'atténue au 3^e trimestre 2016 (- 6,5 % après - 9,7 % au T2 2016). Les fortes gelées printanières et le manque de pluie cet été ont dégradé les rendements, la production de blé tendre et d'orge baisse respectivement de - 31,2 % et de - 23,1 % sur un an. Le recul des **cours des oléagineux** est moins prononcé du fait de la progression des prix du colza dont les disponibilités sont en retrait en France et dans le monde.

Tableau 1 : Prix agricoles à la production

Evolution en % sur un an	Pondér. Indice	2013	2014	2015	2016 T1	2016 T2	2016 T3
Indice général brut	100%	+1,3	-5,2	-2,3	-1,9	-0,3	+0,0
Céréales	18,8%	-9,4	-13,8	-4,3	-17,7	-9,7	-6,5
Vins	17,7%	+10,7	+9,8	-0,9	+2,9	+3,1	+4,6
Lait	14,7%	+7,2	+7,0	-13,1	-6,1	-7,5	-10,3
Gros bovins	9,6%	+5,3	-5,7	-1,0	-1,0	-4,6	-8,8
Porcins	5,4%	+1,7	-8,4	-7,2	-4,4	-2,8	+5,9
Légumes frais	5,3%	+1,2	-7,8	+3,2	-3,3	+3,5	+7,2
Oléagineux	4,9%	-22,3	-15,1	+14,7	-2,0	-5,3	-3,1
Volailles	4,6%	+5,7	-6,7	-3,3	+1,6	-0,3	-1,3
Fruits frais	3,5%	+12,3	-18,6	+9,2	-0,3	+2,9	+8,9
Pommes de terre	2,6%	+62,5	-40,7	+14,6	+96,3	+89,3	+59,2
Œufs	1,5%	-33,8	+3,2	+5,5	-3,8	-7,6	-19,9

Source : Agreste

Au 3^e trimestre 2016, la chute des **prix du lait** se poursuit sur un an (- 10,3 %), l'offre saturant la demande. Avec la fin des quotas, les pays d'Europe du Nord ont en effet augmenté leur production, tandis que l'embargo russe et l'inflexion des importations chinoises ont limité la demande.

La diminution des **cours du bétail** est en lien avec le recul des **cours des gros bovins** (- 8,8 %) et plus particulièrement des vaches, toujours pénalisés par une demande modérée et par les mises à la réforme. Les **prix des porcins** se redressent au 3^e trimestre 2016 (+ 5,9 %) en raison du dynamisme de la demande chinoise.

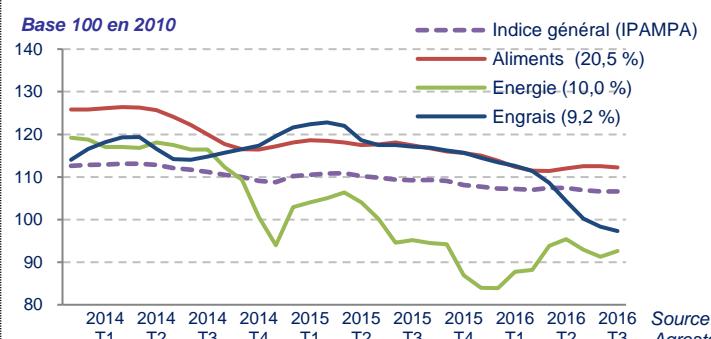
Les **prix des fruits et légumes progressent** au T3 2016, sous l'effet d'une offre limitée (en raison des intempéries printanières), et d'une demande qui reste dynamique. Entre 2015 et 2016, la production de fruits et légumes baisse respectivement de - 8,7 % et de - 1,4 %.

Au 3^e trimestre 2016, la baisse des prix d'achats des moyens de production agricole (intrants) s'accroît par rapport à l'année précédente (- 2,5 %, après - 2,0 % au T3 2015).

Le recul du coût des intrants se poursuit au 3^e trimestre 2016, essentiellement en lien avec la diminution du **prix des aliments pour animaux** (- 4,5 %), du **coût de l'énergie** (- 4,5 %) et des **engrais** (- 16,0 %).

La baisse des cours des aliments composés se poursuit, dans un contexte de recours plus marqué aux **aliments des animaux** fabriqués à la ferme, sous l'effet du repli des cours du blé et d'une moindre demande à la suite de la grippe aviaire touchant les palmipèdes. Les livraisons d'**engrais** ont fortement diminué au T3 2016 entraînant une **baisse conséquente des prix**.

Graphique 2 : Prix d'achat des intrants



L'excédent des échanges agroalimentaires recule de - 29,8 % au 3^e trimestre 2016, tiré à la baisse par les **exportations de céréales et de produits laitiers**

A fin septembre 2016, l'excédent des échanges agroalimentaires s'établit à 4,8 milliards d'euros, en baisse de - 29,8 % sur un an.

A près de 950 M€, l'**excédent en produits bruts** baisse de - 59,0 % sur un an. La valeur des exportations de céréales, au premier rang des produits bruts exportés, diminue de - 13,1 % sur un an, en lien avec la baisse des quantités d'orge et de blé tendre vendues respectivement à la Chine et l'Algérie.

L'**excédent des échanges en produits transformés** baisse de 682 M€ (- 15,0 %), porté par le recul des exportations de viandes (- 133 M€, soit - 4,0 %) et de produits laitiers (- 206 M€, soit - 8,4 %) sur un an, dans un contexte de prix orientés à la baisse sur ces deux indices.

Tableau 2 : Echanges agroalimentaires

Cumul de janvier à sept En millions d'euros	Exportations		Importations		Solde		
	2015	2016	2015	2016	2015	2016	Evol
Produits agricoles et alim.	44 565	43 609	37 710	38 799	6 855	4 810	-29,8%
Produits bruts	11 982	11 163	9 673	10 217	2 309	946	-59,0%
dont céréales	6 634	5 762	1 251	1 389	5 384	4 374	-18,8%
dont légumes	1 617	1 765	2 333	2 438	-715	-673	+5,9%
dont fruits	1 331	1 326	4 442	4 633	-3 111	-3 308	-6,3%
Produits transformés	32 583	32 446	28 037	28 582	4 546	3 864	-15,0%
dont boissons	10 538	10 646	2 347	2 524	8 191	8 122	-0,8%
dont viandes	3 270	3 137	4 163	3 887	-893	-750	+16,0%
dont produits laitiers	4 904	4 618	2 455	2 374	2 449	2 243	-8,4%
dont produits fruits et légumes	1 467	1 457	3 327	3 557	-1 861	-2 100	-12,9%

Source : Agreste

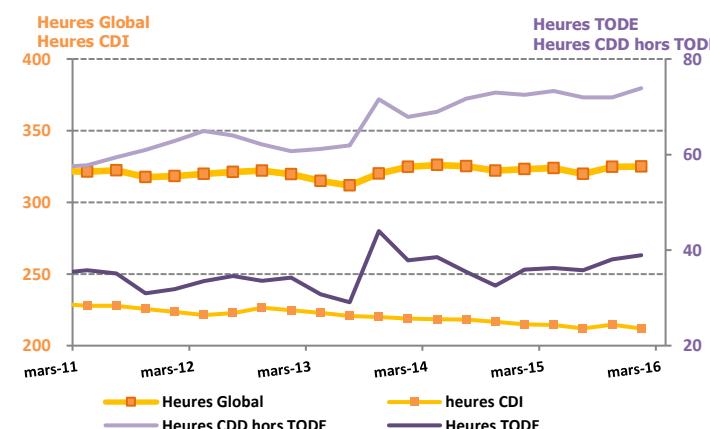
Emploi des salariés agricoles au 1^{er} trimestre 2016

Tableau 1 : Evolution du régime agricole par grand indicateur

	Volume (brut) T1 2016	Evolution trimestrielle CVS (%)	
		T4 2015	T1 2016
Heures (millions)	307	+ 1,5	+ 0,1
Contrats fin trimestre (milliers)	658	- 1,6	- 0,3
Masse salariale (Md€)	4,8	+ 1,5	+ 1,7
Salaire horaire moyen (€)	15,6	+ 0,0	+ 1,6

Source : CCMSA

Graphique 1 : Evolution du volume d'heures global (en millions) par nature de contrat de travail



Source : CCMSA

Tableau 2 : Evolution par secteur et par grand indicateur

	T1 2016	Production		Transformation		Tertiaire		Paysagistes, centres équestres et jardiniers	
		Volume (brut)	Evol. trimestre CVS %	Volume (brut)	Evol. trimestre CVS %	Volume (brut)	Evol. trimestre CVS %	Volume (brut)	Evol. trimestre CVS %
HEURES (millions)	128	+ 0,5	57	- 0,3	81	+ 0,1	41	- 0,8	
CDD hors TODE	27	+ 1,1	11	+ 7,3	13	+ 5,5	15	- 0,1	
CDD TODE	29	+ 2,3	-	-	-	-	-	-	
CDI	72	- 0,8	46	- 2,2	68	- 0,9	26	- 1,2	
CONTRATS FIN TRIMESTRE (milliers)	244	- 0,1	123	- 1,8	195	- 0,5	96	+ 1,5	
MASSE SALARIALE (Md €)	1,6	+ 0,8	1,0	+ 1,6	1,7	+ 3,0	0,5	+ 0,4	
SALAIRE HORAIRE moyen (€)	12,3	+ 0,4	17,0	+ 1,9	21,5	+ 2,9	12,4	+ 1,2	

Source : CCMSA

Montant et évolution du Smic au 1er janvier 2016 :

9,67 € de l'heure ; + 0,6 % d'évolution annuelle

Production agricole

L'emploi salarié retrouve le chemin de la croissance

Les salariés effectuent un volume d'**heures rémunérées** en hausse de + 0,5 %¹ par rapport au trimestre précédent. Si le volume d'heures des salariés en CDI recule de - 0,8 %, celui des CDD est orienté à la hausse (hors TODE : + 1,1 % et TODE : + 2,3 %), illustrant le phénomène de substitution des CDI par les CDD.

Au 1^{er} trimestre 2016, le secteur de la production se caractérise par un emploi permanent (**nombre de contrats présents en fin de trimestre**) stable : - 0,1 % (CDD hors TODE : + 2,6 % et CDI : - 1,2 %).

La **masse salariale** (1,6 milliard d'euros) s'accroît de + 0,8 %. Les salariés en CDI sont rémunérés à un **salaire horaire** croissant (+ 0,5 %, 14,1 €). Il progresse fortement pour les CDD hors TODE (+ 2,5 %, 10,3 €), et plus modérément pour les salariés TODE (+ 0,9 %, 11,0 €).

Transformation agricole

Si le niveau de l'emploi recule légèrement, la masse salariale et le salaire horaire sont orientés à la hausse

Au 1^{er} trimestre 2016, les salariés totalisent un nombre d'**heures rémunérées** en baisse de - 0,3 %. Les CDD (+ 7,3 %) se substituent aux contrats en CDI (- 2,2 %).

Le secteur de la transformation agricole présente le plus fort repli sectoriel pour les **contrats présents en fin de trimestre** : - 1,8 %. Les CDI, majoritaires, reculent de - 1,5 % et les CDD se replient de - 2,8 %.

La **masse salariale** (1 milliard d'euros) est dynamique, avec une évolution de + 1,6 %.

Quelle que soit la nature de leur contrat de travail, les salariés gagnent un **salaire horaire** qui croît de + 2,2 % pour les CDI (19,0 €) et de + 4,0 % pour les CDD (13,0 €).

Tertiaire agricole

L'emploi est en relative « bonne santé »

Au regard du précédent trimestre, les salariés cumulent un volume d'**heures rémunérées** stable (+ 0,1 %). Les deux natures de contrat de travail présentent des évolutions divergentes (CDD : + 5,5 % et CDI : - 0,9 %).

Le nombre de **contrats présents en fin de trimestre** recule de - 0,5 %, avec une évolution positive des CDD (+ 3,7 %) et une baisse des CDI (- 1,4 %).

La **masse salariale** des employés du secteur (1,7 milliard d'euros) s'accroît significativement (+ 3,0 %).

Le **salaire horaire** des salariés en CDI et en CDD augmente respectivement de + 3,6 % (22,4 €) et de + 1,3 % (13,5 €).

Paysagistes, centres équestres et jardiniers

Les indicateurs sont orientés à la hausse, excepté le volume horaire

Les salariés réalisent ce trimestre un nombre d'**heures rémunérées** en recul de - 0,8 % (CDD : - 0,1 % et CDI : - 1,2 %).

Les **contrats présents en fin de trimestre** sont en hausse de + 1,5 % (CDD : + 0,9 % et CDI : + 1,8 %).

La **masse salariale** (0,5 milliard d'euros) poursuit sa croissance, elle augmente de + 0,4 %.

Le **salaire horaire** des salariés en CDI progresse de + 1,2 % (14,9 €), ainsi que celui des salariés en CDD : + 1,6 % (9,0 €). Ce dernier montant s'avère inférieur au Smic en raison du nombre élevé de salariés rémunérés à des niveaux très bas tels que les apprentis, les salariés en contrats d'insertion, etc.

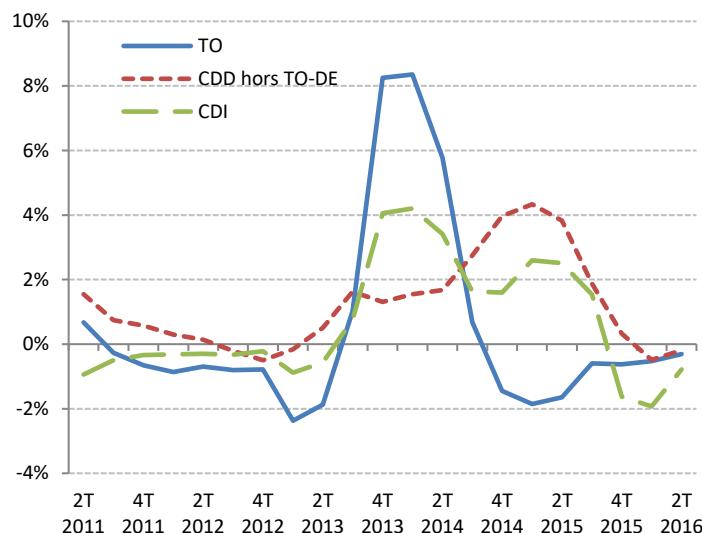
¹ Les séries sur le nombre d'heures rémunérées, le nombre de contrats actifs en fin de trimestre, la masse salariale et le salaire horaire (déduit du ratio Masse salariale / heures rémunérées), pour chaque secteur, sont corrigées des variations saisonnières (CVS).

Sigles : TODE: Travailleurs Occasionnels-Demandeurs d'Emploi, CDD: Contrats à Durée Déterminée, CDI: Contrats à Durée Indéterminée.

Contact : Nadia El Fettahi - DERS Cotisations – elfettahi.nadia@ccmsa.msa.fr

Intentions d'embauche des salariés agricoles au 2^e trimestre 2016

Graphique 1 : Evolution des intentions d'embauche par type de contrat, en glissement trimestriel corrigé des variations saisonnières



Les intentions d'embauche reculent

Au 2^e trimestre 2016, le **nombre total d'intentions d'embauche** s'établit à 350 300 en données brutes, en légère diminution par rapport au trimestre précédent (- 0,3 % après + 0,2 % en glissement trimestriel CVS).

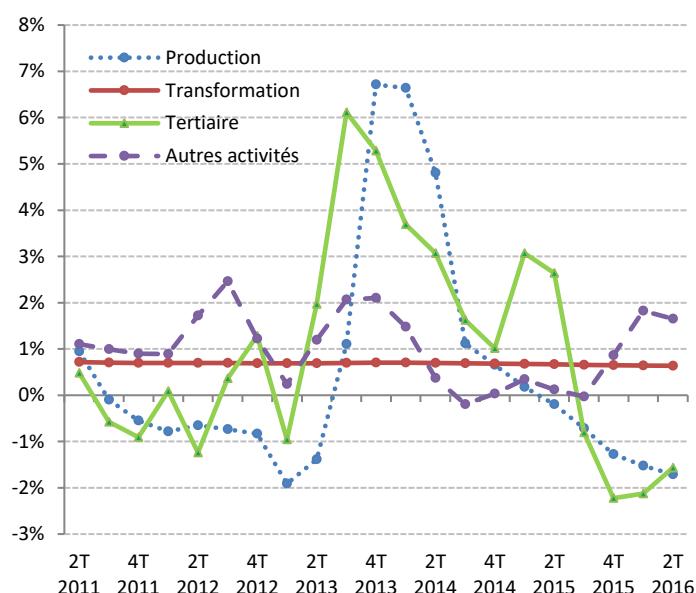
Les intentions d'embauche hors TODE s'établissent à 139 700 unités en données brutes et sont en très légère baisse (- 0,1 %). Elles représentent 39,9 % du nombre total d'embauches.

Les intentions d'embauche des travailleurs occasionnels et demandeurs d'emploi (TODE, travailleurs saisonniers de la production) diminuent à nouveau au 2^e trimestre 2016 (- 0,3 % après - 0,5 %).

Les intentions d'embauche hors TODE diminuent de - 0,2 % pour les CDD et de - 0,8 % pour les CDI.

Source : CCMSA

Graphique 2 : Evolution des intentions d'embauche par grand secteur d'activité, en glissement trimestriel corrigé des variations saisonnières



Les embauches progressent dans les secteurs des services à la personne et de la transformation

Le secteur de la **Production** est le principal pourvoyeur d'embauches du régime agricole, avec près de 80 % du total des intentions d'embauche au 2^e trimestre 2016. L'évolution de ce secteur conditionne directement l'évolution du régime agricole tout entier. Les intentions d'embauche au sein de ce secteur reculent de - 1,7 % ce trimestre.

Les intentions d'embauches progressent dans les secteurs de la **Transformation** et « **Autres activités** » (services à la personne), respectivement de + 0,6 % et + 1,7 %. Enfin, le secteur du tertiaire est en recul de - 1,6 % au 2^e trimestre 2016.

Source : CCMSA

Sigles : TODE: Travailleurs Occasionnels-Demandeurs d'Emploi, CDD: Contrats à Durée Déterminée, CDI: Contrats à Durée Indéterminée, CVS: Correction des Variations Saisonnières.

Contact : Guillaume Prevostat - DERS Cotisations – prevostat.guillaume@ccmsa.msa.fr

Télécharger les données au format Excel :



Les installations en 2015

Les installations d'exploitants agricoles en net rebond

En 2015, 15 100 non-salariés agricoles ont rejoint le régime en tant que chefs d'exploitation agricole. Ils sont 2 200 de plus que l'année précédente, en progression de + 16,8 %. Cette hausse rompt avec la période 2009-2014, durant laquelle le niveau des installations oscillait autour de 13 000 unités par an.

La loi d'avenir pour l'agriculture, publiée le 13 octobre 2014, a modifié les critères d'affiliation en tant que chefs d'exploitation à la Mutualité Sociale Agricole (MSA), remplaçant la surface minimum d'installation (SMI) par la surface minimum d'affiliation (SMA), et introduisant le temps de travail et les niveaux de revenus de l'exploitation comme critères complémentaires d'affiliation. Les caisses de MSA ont œuvré sur ces deux points en 2015, enquêtant auprès des cotisants solidaires pour quantifier leur temps de travail sur leur exploitation et auprès des exploitants pour leurs déclarations de revenus réalisées en 2015.

Ces opérations ont conduit 1 824 cotisants solidaires à être affiliés en tant que chefs d'exploitation, et constituent le principal facteur explicatif de la hausse du nombre d'installations en 2015.

Tableau 1 : Installations en 2015

	Jeunes installés (moins de 40 ans)	Installés tardifs hors transfert entre époux	Installés tardifs avec transfert entre époux
Nombre	9 246	4 694	1 143
Poids relatif	61 %	31 %	8 %
Proportion de femmes	29 %	58 %	92 %
Proportion de pluriactifs	32 %	38 %	26 %
Proportion d'installés en nom personnel	44 %	51 %	82 %
Activité de production dominante	Céréales (17 %)	Céréales (21 %)	Céréales (23 %)

Source : CCMSA

Toutes les catégories de nouveaux installés sont en hausse, elle est plus marquée pour les installations tardives

En 2015, 9 250 jeunes chefs d'exploitation installés, âgés de 40 ans et moins, sont éligibles au dispositif d'aides à l'installation. Cet effectif progresse de + 10,0 % sur un an. Ces jeunes installés représentent 61,3 % des 15 100 nouveaux installés en 2015.

Les installations tardives ne résultant pas d'un transfert entre époux progressent très fortement en 2015 (4 694 personnes, soit une évolution de + 37,7 %). Elles représentent 31,1 % des installations réalisées, contre 22,3 % dix ans plus tôt.

Les installations tardives résultant d'un transfert entre époux sont en nette augmentation en 2015 (1 143 personnes, + 21,1 %). Ce type d'installation ne représente toutefois que 7,6 % des installés.

Le taux de pluriactivité des nouveaux installés reste élevé

En 2014, 32,9 % des installés – jeunes ou tardifs – se déclarent pluriactifs. Un chef d'exploitation est dit pluriactif dès lors qu'il exerce plusieurs activités dont l'une au moins est agricole.

Parmi les installés de 40 ans et moins, le taux de pluriactivité masculin est stable (autour de 32-33 % depuis 2007), alors que celui des femmes augmente (+ 1,5 point) et atteint 29,5% en 2014. Parmi les installés de plus de 40 ans, le taux de pluriactivité des hommes est de 31,6% lorsqu'il y a transfert entre époux. Il s'élève à 45% en l'absence de transfert.

En 2014, parmi les femmes de plus de 40 ans, la pluriactivité augmente de + 2,0 points (27 % après 25 % en 2013) lorsqu'il y a un transfert de l'exploitation au conjoint. De même, le taux de pluriactivité féminin progresse de + 1,0 point et atteint 33 % en l'absence d'une succession du conjoint.

Parmi les jeunes installés, la part des femmes est stable

Depuis quinze ans, la proportion de femmes parmi les jeunes installés de 40 ans et moins oscille entre 27 % et 30 %. En 2015, la part de cet effectif est de 28,9 % (après 27,7 % en 2014).

Parmi les installations tardives hors transfert entre époux, la part des femmes, toujours majoritaires, diminue de - 5,8 points (58 % en 2015 après 63,8 % dix ans plus tôt).

Les installations par transfert entre époux concernent très majoritairement les femmes (91,7 % en 2015, en baisse de - 4,0 points sur dix ans).

Les installations sous forme sociétaire sont majoritaires

Depuis 2005, l'installation sous forme sociétaire est devenue majoritaire chez les jeunes installés. Ainsi, en 2015, 55,8 % des jeunes ont choisi de s'établir en société, avec une préférence croissante pour les EARL et les GAEC (45,9 % des installations).

Le transfert entre époux se réalise logiquement sous une forme juridique en nom personnel (81,7 % des installations pour cette population d'installés). Pour les autres installés tardifs (hors transfert entre époux), la forme sociétaire n'est plus majoritaire cette année (49,3 % des installations).

Sigles : MSA: Mutualité Sociale Agricole, SMI: surface minimum d'installation, SMA: surface minimum d'affiliation, EARL: exploitation agricole à responsabilité limitée, GAEC: groupement agricole d'exploitation en commun

Contact : Guillaume Prevostat - DERS Cotisations – prevostat.guillaume@ccmsa.msa.fr

Économie de la santé : Les patients consommant des soins de ville fin septembre 2016

Tableau 1 : Evolution du nombre de patients en année complète mobile (ACM) par régime et classe d'âge

		Evolution ACM fin septembre 2016	Ecart par rapport à l'évolution à fin septembre 2015 (en point)	Répartition par classe d'âge à fin septembre 2016 (en ACM)
Régime Agricole	moins de 20 ans	+ 2,5%	+ 1,2 pt	19 %
	20-64 ans	+ 1,1%	+ 0,8 pt	45 %
	plus de 64 ans	- 2,1%	- 1,1 pt	36 %
	Total	+ 0,2%	+ 0,2 pt	100 %
Dont Non-salariés 46 %	moins de 20 ans	- 2,5%	+ 0,6 pt	11 %
	20-64 ans	- 2,6%	+ 0,8 pt	33 %
	plus de 64 ans	- 3,4%	- 1,0 pt	56 %
	Total	- 3,1%	- 0,3 pt	100 %
Dont Salariés 54 %	moins de 20 ans	+ 4,5%	+ 1,2 pt	25 %
	20-64 ans	+ 2,8%	+ 0,4 pt	56 %
	plus de 64 ans	+ 1,2%	- 1,9 pt	19 %
	Total	+ 2,9%	+ 0,1 pt	100 %

Source : CCMSA

Baisse des effectifs pour le régime des non-salariés et progression pour le régime des salariés

Comptabilisé en année complète mobile (ACM), le nombre de patients affiliés au régime agricole ayant consommé des soins de ville augmente de + 0,2 % fin septembre 2016, soit 0,2 point de plus qu'un an auparavant.

Cette croissance résulte de l'augmentation notable du nombre de patients du régime des salariés, à un rythme similaire à la période précédente (+ 2,9 % fin septembre 2016 après + 2,8 % fin septembre 2015). Cette hausse concerne toutes les classes d'âge mais est plus marquée chez les moins de 65 ans. Les effectifs des patients du régime des non-salariés baissent davantage qu'au cours de la période précédente (- 3,1 % fin septembre 2016 après - 2,8 % un an plus tôt). Les effectifs de toutes les classes d'âge de ce régime diminuent.

Le nombre de patients en ALD au régime agricole progresse de + 0,1 %, alors qu'un an plus tôt les effectifs étaient en baisse de - 0,5 %. La hausse concerne uniquement le régime des salariés agricoles dont les effectifs en ALD augmentent de + 3,1 %. S'agissant du régime des non-salariés, le nombre de patients en ALD diminue de - 1,6 %.

Sigles : ACM: Année Complète Mobile, ALD: Affection de Longue Durée

Contact : Sandrine Kehiri - DERS Prestations maladie – kehiri.sandrine@ccmsa.msa.fr

Télécharger les données au format Excel :



Économie de la santé : Les remboursements des soins de ville fin septembre 2016

Tableau 2 : Evolution des remboursements de soins de ville du régime agricole fin septembre 2016

Prestations soins de ville suivant le champ de l'ONDAM	Montants remboursés 12 derniers mois (en millions d'euros)		Taux ACM corrigé des jours ouvrés (en %)		Contribution des différents postes à la croissance des soins de ville (en point)		
	Régime agricole	Non-Salariés	Salariés	Régime agricole	Non-Salariés	Salariés	
Honoraires privés	1 064	+ 0,3%	- 2,4%	+ 3,5%	+ 0,1 pt	- 0,5 pt	+ 0,8 pt
<i>dont honoraires médicaux</i>	897	- 0,3%	- 3,0%	+ 3,1%	- 0,1 pt	- 0,6 pt	+ 0,6 pt
<i>dont honoraires dentaires</i>	145	+ 2,0%	- 0,9%	+ 4,6%	+ 0,1 pt	+ 0,0 pt	+ 0,2 pt
Produits de santé	1 639	- 1,6%	- 3,5%	+ 1,2%	- 0,6 pt	- 1,3 pt	+ 0,4 pt
<i>dont médicaments</i>	1 218	- 2,8%	- 4,9%	+ 0,2%	- 0,8 pt	- 1,4 pt	+ 0,0 pt
<i>dont produits de la LPP</i>	420	+ 2,0%	+ 0,2%	+ 5,1%	+ 0,2 pt	+ 0,0 pt	+ 0,4 pt
Prescriptions hors produits de santé	1 434	+ 0,0%	- 1,1%	+ 2,4%	+ 0,0 pt	- 0,4 pt	+ 0,6 pt
<i>dont auxiliaires médicaux</i>	951	+ 0,0%	- 1,0%	+ 2,5%	+ 0,0 pt	- 0,3 pt	+ 0,4 pt
<i>dont laboratoire</i>	184	+ 0,2%	- 2,3%	+ 3,7%	+ 0,0 pt	- 0,1 pt	+ 0,1 pt
<i>dont frais de transports</i>	292	+ 1,6%	+ 0,6%	+ 3,2%	+ 0,1 pt	+ 0,0 pt	+ 0,2 pt
Total soins de santé	4 137	- 0,6%	- 2,4%	+ 2,2%	- 0,5 pt	- 2,3 pts	+ 1,8 pt
Indemnités journalières (IJ)	529	+ 2,5%	+ 3,4%	+ 2,3%	+ 0,3 pt	+ 0,1 pt	+ 0,5 pt
TOTAL SOINS DE VILLE	4 666	- 0,2%	- 2,1%	+ 2,3%	- 0,2 pt	- 2,1 pts	+ 2,3 pts

Source : CCMSA

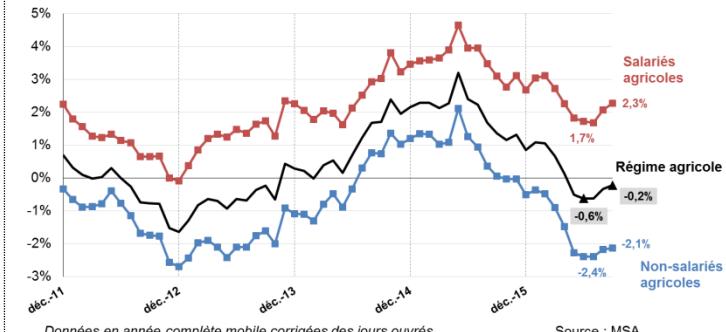
Baisse des dépenses de soins de ville de - 0,2 % pour le régime agricole

Les dépenses de soins de ville du régime agricole, corrigées des jours ouvrés, baissent de - 0,2 % fin septembre 2016, après - 0,6 % au trimestre précédent.

Le rythme d'évolution des dépenses de soins de ville se redresse au sein des deux régimes. Il progresse de + 0,5 point pour s'établir à + 2,3 % fin septembre 2016 au régime des salariés agricoles.

Au régime des non-salariés agricoles, les dépenses de soins de ville baissent moins fortement (- 2,1 % après - 2,4 % fin juin 2016).

Graphique 1 : Evolution des dépenses de soins de ville par régime

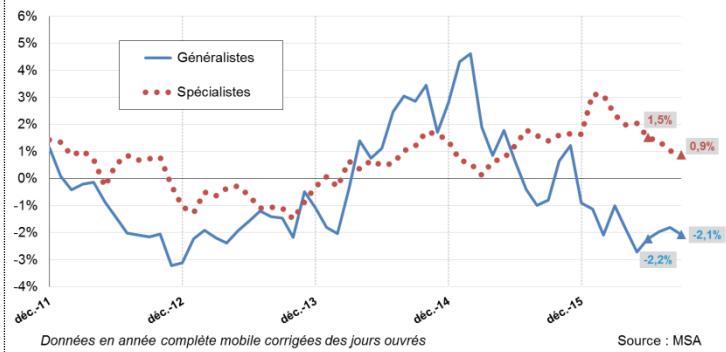


Remboursements des honoraires médicaux : - 0,3 % en données corrigées des jours ouvrés (CJO)

Fin septembre 2016, les remboursements des honoraires médicaux au régime agricole diminuent de - 0,3 % après une stabilisation fin juin (+ 0,0 %).

Ce rythme d'évolution des dépenses s'explique par une baisse des remboursements d'honoraires des médecins généralistes (- 2,1 %), néanmoins compensée par la hausse de ceux des médecins spécialistes (+ 0,9 %).

Graphique 2 : Evolution des honoraires des généralistes et des spécialistes au régime agricole



Économie de la santé : Les remboursements des soins de ville fin septembre 2016

Remboursements de médicaments et des petits appareillages (LPP) : - 1,6 % en données CJO

Les remboursements de produits de santé (médicaments et LPP) baissent de - 1,6 % fin septembre 2016. Cette diminution est imputable au régime des non-salariés dont les dépenses reculent de - 3,5 % alors que celles du régime des salariés agricoles sont en hausse de + 1,2 %.

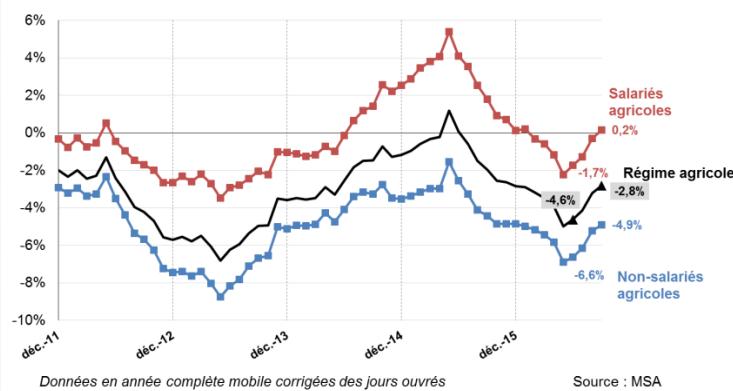
Les remboursements de médicaments au régime agricole baissent de - 2,8 %, après - 4,6 % à la fin du premier semestre 2016, soit une hausse de + 1,8 point.

Cette reprise des dépenses s'observe aussi bien au régime des non-salariés agricoles (- 4,9 % après - 6,6 % fin juin 2016) que des salariés agricoles (+ 0,2 % après - 1,7 % fin juin).

Elle concerne principalement les médicaments rétrocédés et, dans une moindre mesure, les médicaments délivrés en officine dont l'évolution s'établit à - 3,3 % après - 4,1 %.

Pour les médicaments rétrocédés, la nette reprise s'explique par une montée en charge de médicaments anti-cancéreux (molécules Ibrutinib, Lenalidomide et Pomalidomide).

Graphique 3 : Evolution des dépenses de médicaments par régime



Fin septembre 2016, les remboursements des produits de la LPP augmentent de + 2,0 % (après + 1,6 % fin juin). Cette progression des dépenses de LPP se retrouve aussi bien chez les salariés agricoles (+ 5,1 % après + 4,9 %) que chez les non-salariés agricoles (+ 0,2 % après - 0,2 %).

Remboursements des prescriptions autres que les produits de santé : + 0,0 % en données CJO

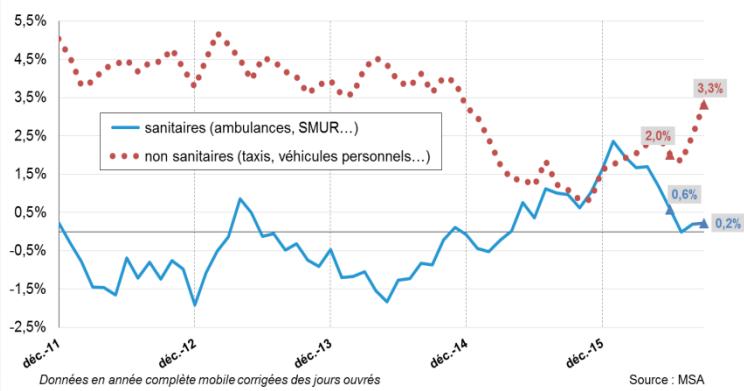
Fin septembre 2016, les remboursements de soins réalisés par les **auxiliaires médicaux** sont stables au régime agricole (+ 0,0 % après + 0,1 % fin juin 2016).

Les variations sont similaires au trimestre précédent tant pour les remboursements d'actes d'infirmiers (+ 0,1 % après + 0,0 % fin juin) que pour ceux des masseurs kinésithérapeutes (+ 0,6 % après + 0,5 % fin juin).

Les remboursements de **frais de transports** du régime agricole augmentent de + 1,6 %, après + 1,2 % fin juin 2016.

Cette progression résulte d'une hausse tant au régime des salariés agricoles (+ 3,2 %), qu'au régime des non-salariés agricoles (+ 0,6 %).

Graphique 4 : Evolution des frais de transports au régime agricole selon le type de transport



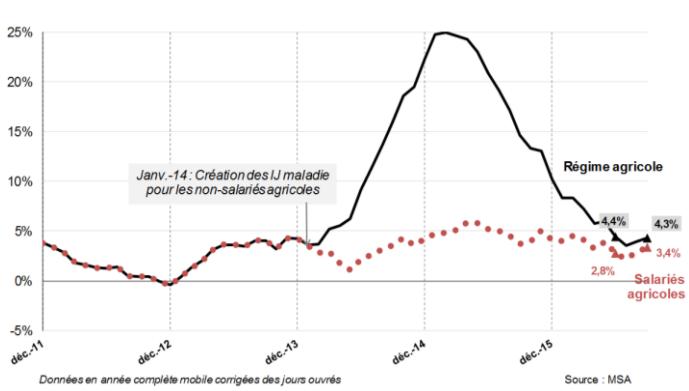
La hausse des frais de transports est tirée par la croissance des transports non sanitaires qui évoluent de + 3,3 %, les transports sanitaires étant en légère augmentation de + 0,2 %.

Indemnités journalières maladie en hausse de + 3,4 % au régime des salariés agricoles

Au troisième trimestre 2016, les versements d'**indemnités journalières** (IJ) maladie augmentent de + 4,3 % au régime agricole (après + 4,4 % fin juin).

La hausse des versements d'indemnités journalières maladie des salariés agricoles s'accélère et progresse de + 2,8 % fin juin 2016 à + 3,4 % fin septembre 2016.

Graphique 5 : Evolution des IJ Maladie



Économie de la santé : Les remboursements de soins en cliniques fin septembre 2016

Diminution des montants remboursés pour des soins effectués en cliniques	Une forte contribution des montants liés à l'objectif des dépenses de médecine, de chirurgie et d'obstétrique (ODMCO)
<p>Les montants remboursés par le régime agricole pour des soins en cliniques, comptabilisés sur une année complète mobile (ACM), diminuent de - 3,1 % fin septembre 2016, soit - 2,7 points par rapport à la situation fin juin 2016. Ce fort recul s'observe surtout chez les non-salariés (- 4,9 % après - 1,7 % fin juin), tandis qu'il est plus modéré chez les salariés (- 0,2 % après + 1,7 % fin juin). Globalement, au régime agricole, l'ensemble des postes de dépenses enregistrent une baisse.</p>	<p>Après une faible évolution des dépenses liées à l'ODMCO (- 0,6 % fin juin), la tendance baissière s'affirme ces trois derniers mois, avec un mois de septembre particulièrement bas en niveau de remboursement comparativement aux années précédentes. Ainsi, ce poste recule de - 3,1 % fin septembre en taux ACM (- 4,8 % chez les non-salariés, - 0,3 % chez les salariés).</p> <p>Les activités de médecine, de chirurgie et d'obstétrique (MCO) contribuent fortement à la baisse des dépenses de cliniques (- 2,5 points) du fait de leur poids conséquent dans les dépenses (81,9 %).</p> <p>La diminution provient surtout de la baisse soutenue du nombre de patients âgés de 80 ans ou plus pris en charge en MCO (- 13,0 % pour les frais de séjours).</p>
Une accélération de la baisse des frais de séjours en soins de suite et de réadaptation (SSR)	Une inversion de tendance pour les frais de séjours en psychiatrie
<p>Après de nombreux mois de hausse, le troisième trimestre 2016 est marqué par le recul de plus en plus marqué des frais de séjours en SSR (- 3,6 % fin septembre après - 0,7 % fin juin). Celui-ci s'observe quel que soit le régime, avec une évolution de - 3,9 % chez les non-salariés et de - 3,0 % chez les salariés.</p> <p>Tout comme les frais de MCO, cette diminution provient d'un effet démographique, avec une forte baisse du nombre de patients âgés de 80 ans ou plus pris en charge en SSR (- 9,7 %).</p>	<p>Pour la première fois depuis deux ans, les frais de séjours en psychiatrie reculent de - 2,4 % (après + 5,1 % fin juin).</p> <p>Elle est portée par la baisse de plus en plus forte des dépenses au régime des non-salariés (- 18,9 % après - 8,5 % fin juin), et par un rythme de croissance plus faible au régime des salariés (+ 9,2 % après + 15,0 % fin juin).</p> <p>Du fait du faible poids du poste (2,6 %), les évolutions sont très volatiles et impactent peu le total des dépenses de cliniques.</p>

Tableau 3 : Les montants remboursés par le régime agricole pour des soins en cliniques fin septembre 2016

	Régime Agricole		Non-Salariés		Salariés	
	Evolution ACM (en %)	Contribution (en points)	Evolution ACM (en %)	Contribution (en points)	Evolution ACM (en %)	Contribution (en points)
TOTAL	- 3,1 %	- 3,1	- 4,9 %	- 3,0	- 0,2 %	- 0,1
ODMCO	- 3,1 %	- 2,5	- 4,8 %	- 2,4	- 0,3 %	- 0,1
OQN SSR	- 3,6 %	- 0,5	- 3,9 %	- 0,4	- 3,0 %	- 0,2
OQN PSY	- 2,4 %	- 0,1	- 18,9 %	- 0,2	+ 9,2 %	+ 0,1

Source : CCMSA

Sigles : ACM: année complète mobile, ODMCO: objectif des dépenses de médecine, chirurgie, obstétrique, MCO: médecine, chirurgie, obstétrique, PSY: psychiatrie, SSR: soins de suite et de réadaptation

Contact : Audrey Hengel - DERS Prestations maladie – hengel.audrey@ccmsa.msa.fr

Télécharger les données au format Excel :



Accidents du travail et maladies professionnelles des salariés agricoles

Baisse du nombre d'accidents du travail et de maladies professionnelles en 2015 et sur la période 2011-2015

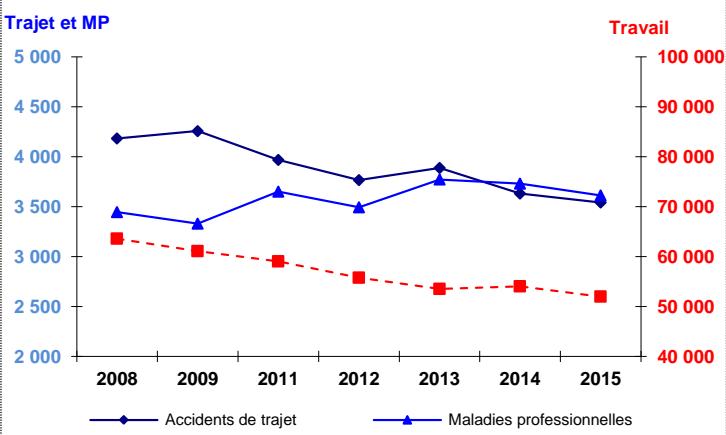
En 2015, 59 112 accidents du travail, accidents de trajet et maladies professionnelles sont reconnus. Les accidents du travail sont majoritaires (87,9 %), les maladies professionnelles et les accidents de trajet représentent respectivement 6,1 % et 6,0 %.

Entre 2011 et 2015, le nombre d'accidents du travail baisse en moyenne chaque année de - 3,1 % (- 3,8 % en 2015).

Le nombre d'accidents de trajet recule en moyenne de - 2,8 % par an sur la période 2011-2015 (- 2,5 % en 2015).

Le nombre de maladies professionnelles est stable sur la période 2011-2015 (- 0,3 % en moyenne annuelle) mais diminue en 2015 (- 3,2 %).

Graphique 1 : Evolution annuelle du nombre d'AT/MP



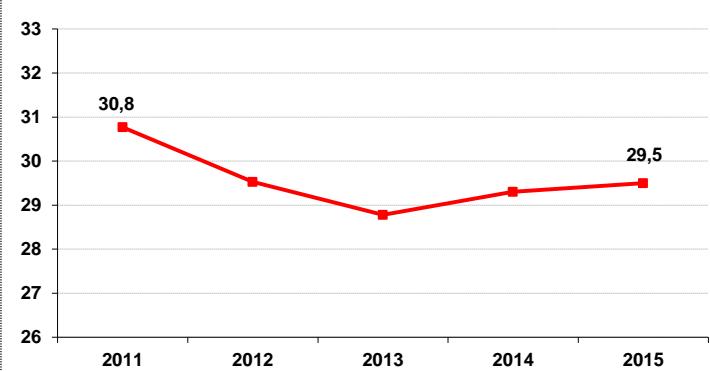
Légère hausse du taux de fréquence des accidents du travail avec arrêt en 2015

Sur la période 2011-2015, la stabilité du nombre d'heures travaillées (+ 0,1 % par an en moyenne) s'accompagne d'une diminution du nombre d'accidents du travail avec arrêt, - 1,0 % par an. Le taux de fréquence a donc baissé de - 1,0 % par an sur la période.

En 2015, la baisse du nombre d'heures travaillées (- 1,0 %) est plus importante que la baisse du nombre d'accidents du travail avec arrêt (- 0,5 %). Le taux de fréquence augmente de + 0,7 % sur un an.

Ce taux de fréquence est plus élevé pour les secteurs « entraînement, dressage, haras » et « travaux forestiers », avec respectivement 79,3 et 62,0 accidents par million d'heures travaillées.

Graphique 2 : Evolution annuelle du taux de fréquence des accidents du travail avec arrêt

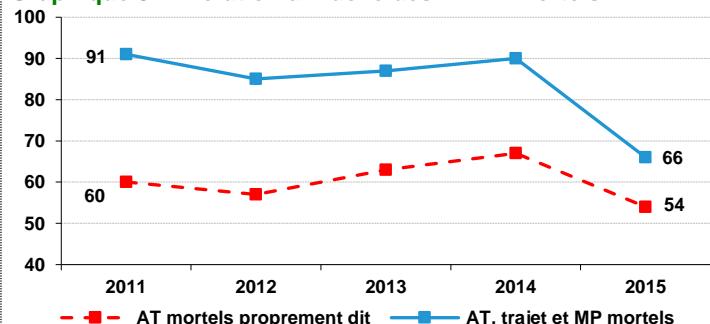


Baisse des accidents mortels du travail sur la période 2011-2015

De 2011 à 2015, les salariés agricoles ont été victimes de 419 accidents du travail et maladies professionnelles mortels dont 301 accidents du travail, 110 accidents de trajet et 8 maladies professionnelles. Ils représentent en moyenne 84 décès chaque année.

En 2015, 54 salariés sont victimes d'accidents mortels du travail, en baisse de - 19,4 % sur un an. Sur la période 2011-2015, le nombre de victimes baisse de - 2,6 % en moyenne par an.

Graphique 3 : Evolution annuelle des ATMP mortels

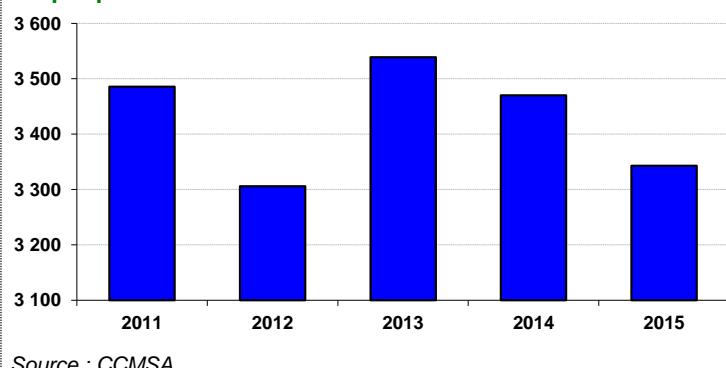


Baisse du nombre de troubles musculo-squelettiques (TMS) en 2015

En 2015, 3 343 TMS ont été reconnus, en baisse de - 3,7 % sur un an.

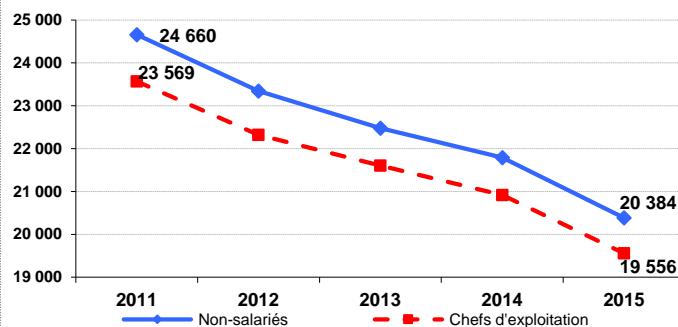
Le nombre de TMS fluctue depuis 2011 mais son évolution annuelle est en moyenne négative sur la période 2011-2015 (- 1,0 %).

Graphique 4 : Evolution annuelle du nombre de TMS



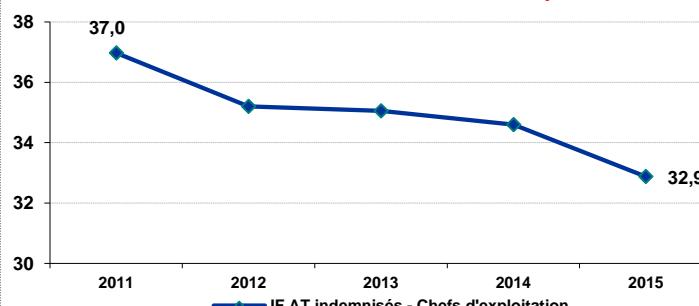
Accidents du travail et maladies professionnelles des non-salariés agricoles

Graphique 1 : Evolution annuelle des accidents du travail des non-salariés



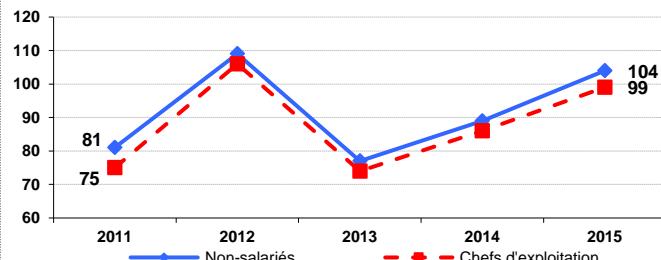
Source : CCMSA

Graphique 2 : Evolution annuelle de l'indice de fréquence des accidents du travail indemnisés des chefs d'exploitation



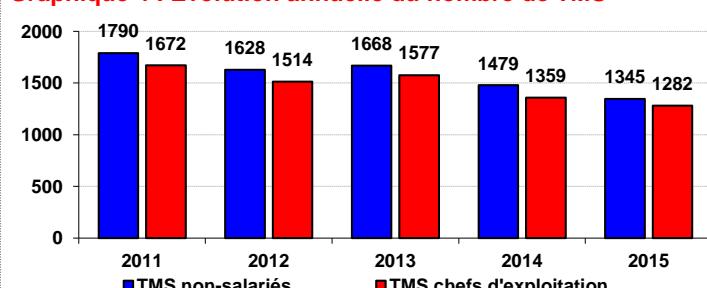
Source : CCMSA

Graphique 3 : Evolution annuelle des AT mortels



Source : CCMSA

Graphique 4 : Evolution annuelle du nombre de TMS



Source : CCMSA

Baisse des accidents du travail des non-salariés agricoles entre 2011 et 2015

En 2015, 22 228 accidents du travail et maladies professionnelles avec et sans arrêt sont reconnus chez les non-salariés agricoles. Les accidents du travail sont majoritaires (20 384), les maladies professionnelles s'élèvent à 1 696 et les accidents de trajet à 178.

Les accidents du travail des non-salariés diminuent de - 6,5 % sur un an et de - 4,6 % par an sur la période 2011-2015. Les chefs d'exploitation et d'entreprise agricole sont victimes de 19 556 accidents du travail, en baisse également de - 6,5 % sur un an.

Diminution de l'indice de fréquence des AT indemnisés des chefs d'exploitation sur la période 2011-2015

Pour les chefs d'exploitation et d'entreprise agricole, l'indice de fréquence passe, pour 1 000 affiliés, de 37,0 accidents du travail indemnisés en 2011 à 32,9 en 2015. Il diminue en moyenne de - 2,9 % par an sur la période avec un recul plus important en 2015 (- 5,0 % sur un an).

En 2015, la baisse de l'indice de fréquence s'explique par un repli du nombre de chefs (- 1,3 %) et par une baisse conséquente du nombre d'accidents du travail indemnisé (- 6,2 %).

En 2015, hausse des ATMP mortels

Le nombre d'ATMP mortels progresse de + 20,7 % (111 victimes en 2015). Au cours de la période 2011-2015, le nombre d'ATMP mortels varie, avec un pic en 2012 (116) et un point bas en 2013 (85).

Pour les seuls accidents du travail, la hausse est de + 7,2 % par an sur la période 2011-2015 et de + 15,1 % en 2015.

En 2015, 99 chefs d'exploitation agricole ont été victimes d'un accident du travail mortel.

Baisse des troubles musculo-squelettiques (TMS) de 2011 à 2015

Sur la période 2011-2015, le nombre de TMS des non-salariés agricoles, tous statuts, est en baisse de - 6,9 % par an (- 6,4 % pour les seuls chefs d'exploitation et d'entreprise agricole).

En 2015, 1 345 TMS ont été reconnus au régime des non-salariés, en baisse de - 9,9 % sur un an. Le recul est moins prononcé pour les chefs d'exploitation et d'entreprise agricole (- 5,7 % pour 1 282 TMS reconnus).

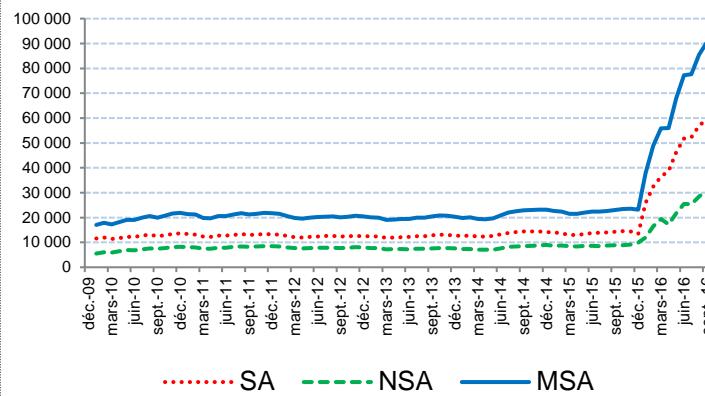
Sigles cités : ATMP: Accidents du travail, Accidents de trajet et Maladies Professionnelles, TMS: Trouble musculo-squelettique
Contact : Katell Gorvan - DERS Prestations Retraite – Famille – ORPA – AT – gorvan.katell@ccmsa.msa.fr

Télécharger les données au format Excel :



Famille : Prime d'activité (PPA) et RSA

Graphique 1 : Evolution mensuelle du nombre d'allocataires du RSA activité et de la PPA selon le régime agricole



Source : CCMSA

PPA : la montée en charge se poursuit en septembre 2016

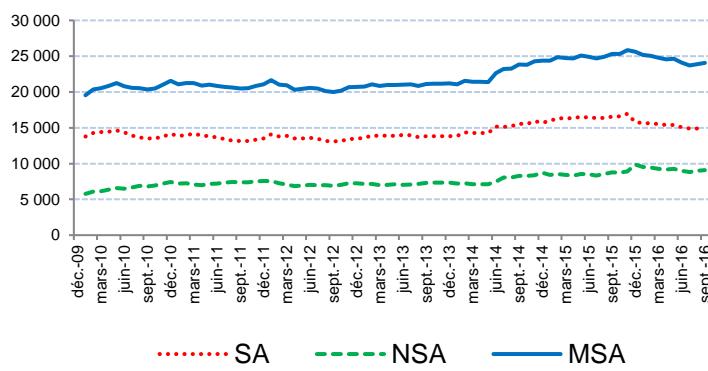
La prime d'activité est un nouveau dispositif d'aide aux foyers à revenus modestes qui est entré en vigueur en janvier 2016.

Fin septembre 2016, le nombre d'allocataires s'établit 90 365 au régime agricole. La croissance au troisième trimestre 2016 (+ 17,1 %) s'atténue par rapport à celle observée au second trimestre 2016 (+ 38,3 %).

Au régime des salariés agricoles, la montée en charge de ce dispositif est soutenue par les départements : Ain (+ 50 %), Indre (+ 46 %), Corrèze (+ 36 %), Mayenne (+ 33 %) et Sarthe (+ 30 %). Au total, 59 532 foyers bénéficient de la prime d'activité, en hausse de + 15,2 % sur un trimestre. Le taux de réalisation s'établit à 101 % du nombre de foyers éligible, estimé sur la base d'un taux de recours de 100 %.

Au régime des non-salariés agricoles, le nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité s'élève à 30 833, en hausse de + 21,0 % sur un trimestre. De fortes progressions sont enregistrées dans les départements : Orne (+ 74 %), Deux-Sèvres (+ 65 %), Mayenne (+ 62 %), Sarthe (+ 60 %) et Pas-de-Calais (+ 58 %). Le taux de réalisation atteint 117 % du nombre de foyers éligible, estimé sur la base d'un taux de recours de 100 %.

Graphique 2 : Evolution mensuelle du nombre d'allocataires du RSA socle selon le régime agricole



Source : CCMSA

RSA : atténuation de la baisse du nombre d'allocataires du RSA en septembre 2016

En septembre 2016, le nombre d'allocataires du revenu de solidarité active (RSA socle) au régime agricole s'établit à 24 045 en France métropolitaine. La baisse trimestrielle se poursuit (- 0,2 %), mais à un niveau inférieur aux périodes précédentes (- 2,7 % en juin et - 3,4 % en mars).

Au régime des salariés agricoles, 14 969 allocataires ont bénéficié du RSA socle. Les effectifs diminuent de - 0,7 % en un trimestre, confirmant le recul enregistré depuis le début de l'année 2016.

Au régime des non-salariés agricoles, le nombre d'allocataires s'élève à 9 076, en légère hausse par rapport au mois de juin 2016 (+ 0,7 %), et marque une rupture après les tendances baissières observées pour les trimestres précédents.

Sigles : RSA: revenu de solidarité active, PPA: Prime d'activité, SA: salariés agricoles, NSA: non-salariés agricoles, MSA: NSA + SA, Taux de réalisation: rapport entre les effectifs observés et les effectifs estimés.

Contact : Jean Roger Biyik Biyik - DERS Prestations Retraite – Famille – ORPA – AT – biyik-biyik.jean-roger@ccmsa.msa.fr

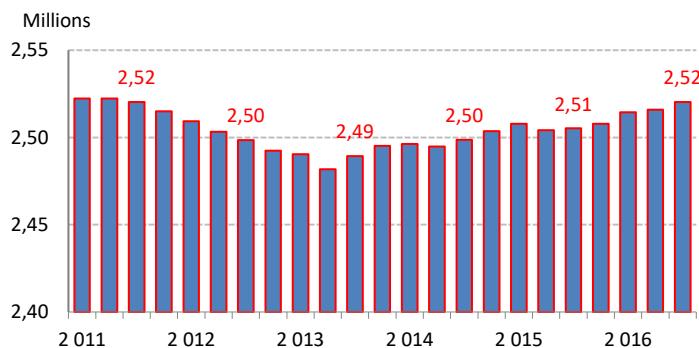
Télécharger les données au format Excel :

Retraite

Au 30 septembre 2016, les effectifs de retraités du régime des salariés agricoles progressent de + 0,6 % sur un an

Au troisième trimestre 2016, 2,5 millions de personnes perçoivent une retraite au régime des salariés agricoles ; un effectif en hausse de + 0,6 % sur un an. Cette évolution est liée à la prise en compte des bénéficiaires du versement forfaitaire unique (VFU) en tant que pensionnés salariés agricoles.

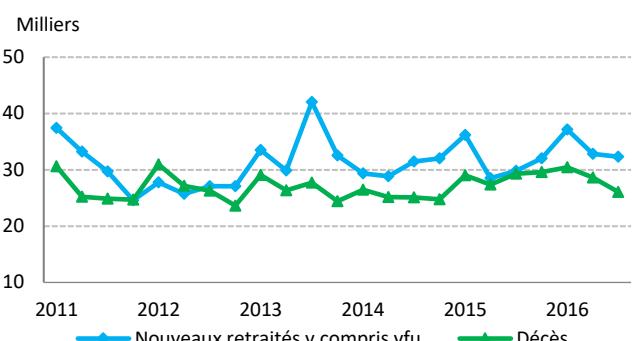
Graphique 1 : Evolution trimestrielle du nombre de retraités au régime des salariés agricoles



Source : CCMSA

L'effectif de nouveaux retraités augmente de + 8,5 % sur un an. Les décalages successifs de l'âge légal de départ à la retraite, prévus par la réforme des retraites de 2010, en est le principal facteur explicatif. Parmi les nouveaux retraités de droit propre, 27,3 % ont liquidé leur retraite au titre du dispositif de départ anticipé pour carrière longue.

Graphique 2 : Evolution trimestrielle des flux de pensionnés au régime des salariés agricoles



* y compris les bénéficiaires du versement forfaitaire unique
Source : CCMSA

Le montant moyen annualisé des pensions, toutes durées de carrière confondues, s'élève à 2 260 euros bruts. Ce montant est en diminution de - 0,6 % sur un an. La prise en compte des effectifs de retraités bénéficiaires de VFU et de leur faible montant de retraite en est la principale raison.

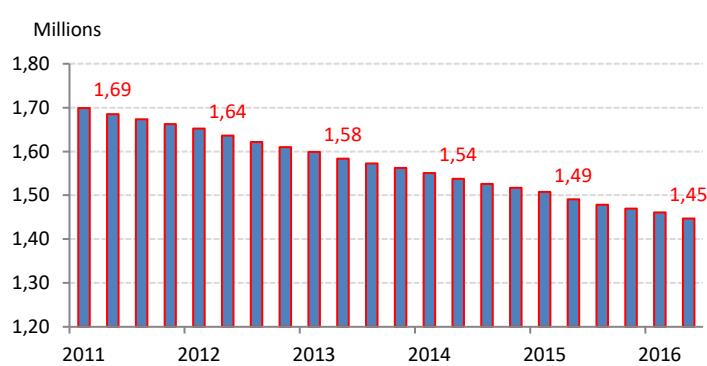
A l'inverse, avec 12 973 euros bruts, le montant moyen des retraites pour les assurés ayant validé plus de 150 trimestres est en augmentation de + 1,0 % pour la même période.

Au régime des salariés agricoles, 93,5 % des retraités sont polypensionnés. La durée moyenne de carrière au régime des salariés agricoles est de 36,6 trimestres.

A la fin du troisième trimestre 2016, la baisse des effectifs de retraités non-salariés agricoles se poursuit

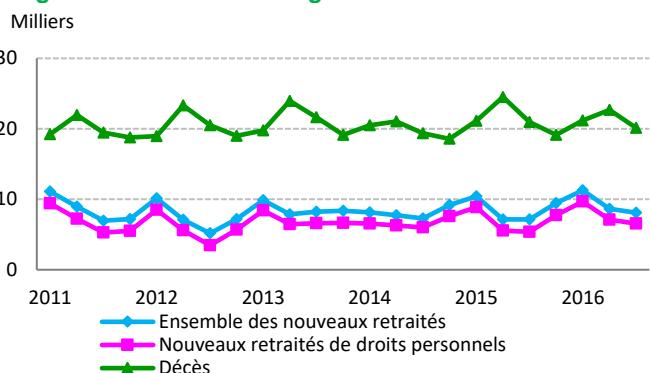
Au troisième trimestre 2016, 1,4 million de personnes bénéficient d'une retraite au régime des non-salariés agricoles ; cet effectif baisse de - 2,9 % sur un an. Les droits personnels diminuent fortement (- 3,1 %). Ce recul est lié essentiellement au nombre de décès, 2,5 fois supérieur à celui des attributions.

Graphique 3 : Evolution trimestrielle du nombre de retraités au régime des non-salariés agricoles



Source : CCMSA

Graphique 4 : Evolution trimestrielle des flux de pensionnés au régime des non-salariés agricoles



Les retraités ayant effectué une carrière complète au régime agricole perçoivent une pension annuelle moyenne de base de 9 399 euros bruts, en hausse de + 0,7 % sur un an.

Toutes durées de carrière confondues et hors retraite complémentaire obligatoire, le montant annuel moyen des pensions s'élève à 5 150 euros bruts et reste stable sur un an.

Au régime des non-salariés agricoles, 85,1 % des retraités sont polypensionnés. La durée moyenne de carrière au régime non-salarié agricole atteint 96,7 trimestres.

Parmi les nouveaux retraités de droit propre au régime des non-salariés agricoles, 27,2% ont liquidé leur retraite au titre du dispositif de départ anticipé pour carrière longue.

Contact : Ileana Radoi - DERS Prestations Retraite – Famille – ORPA – AT - radoi.ileana@ccmsa.msa.fr

MSA Caisse Centrale	Direction des Etudes, des Répertoires et des Statistiques
Les Mercuriales	Directeur de la publication, Alain PELC - pelc.alain@ccmsa.msa.fr
40 rue Jean Jaurès	Responsable Mission Synthèses, David FOUCAUD - foucaud.david@ccmsa.msa.fr
93547 Bagnolet cedex	Rédacteurs : C. ROUSSEAU, N. EL FETTAHI, G. PREVOSTAT, S. KEHIRI, S. HIDOUCHE, A. HENGEL, K. GORVAN, JR. BIYIK BIYIK, I. RADOI
	Diffusion : Claudine GAILLARD - gaillard.claudine@ccmsa.msa.fr, Nadia FERKAL - ferkal.nadia@ccmsa.msa.fr

